

Processus électoraux et territoires

Alia GANA est sociologue et directrice de recherche CNRS UM7533 LADYSS. Elle est actuellement chercheuse à l'IRMC en affectation CNRS, où elle coordonne deux programmes de recherche : « *Processus électoraux, territoires et légitimités en Tunisie et au Maghreb* » et « *Disparités socio-spatiales et inégalités écologiques : nouveaux défis du développement territorial en Tunisie et en Afrique du Nord* ».

Recherche en partenariat entre l'IRMC, l'Observatoire Tunisien de la Transition Démocratique et la Fondation Hanns Seidel.

Comme l'on démontré les mobilisations populaires en Tunisie, c'est à l'échelle des territoires que les inégalités du développement et l'injustice sont plus particulièrement perçues et vécues. Les disparités socio-territoriales croissantes qui ont accompagné les processus de développement figurent en effet parmi les causes profondes des révoltes populaires qui ont embrasé le pays à partir de décembre 2010. Ces disparités ont ressurgi à travers les résultats des élections pour l'Assemblée Constituante Tunisienne, qui se sont traduits par de fortes différences de participation et de choix électoraux entre les métropoles côtières et l'intérieur, ainsi qu'entre différents quartiers au sein des grandes villes côtières. Alors que les interprétations courantes des élections du 23 octobre 2011 n'accordent que peu d'attention à la dimension territoriale du vote, leurs résultats interrogent fortement sur l'importance des inégalités sociales et territoriales comme clé de compréhension des comportements électoraux. D'une part, la géographie des résultats électoraux exprime les inégalités de développement et de structures socio-économiques. D'autre part, cette territorialité du vote tunisien ne peut pas être réduite à ces inégalités socio-économiques et recouvre d'autres dimensions importantes, socio-historiques, culturelles et politiques.

Dans cette perspective, le projet de recherche « Processus électoraux et territoires » entrepris par une équipe tuniso-française, coordonné par Alia Gana (CNRS/IRMC) et Gilles Van Hamme (ULB), s'est fixé trois principaux objectifs :

1. Analyser les liens entre la géographie de l'implantation des partis et les caractéristiques socio-économiques des

territoires. 2. Comprendre les processus sociaux localisés qui influencent les choix électoraux. 3. Former des jeunes chercheurs dans les approches de l'analyse électorale.

L'approche de recherche retenue comporte plusieurs volets : 1. une cartographie des résultats électoraux et le croisement de ces résultats avec les caractéristiques sociales, démographiques et économiques des territoires, 2. des enquêtes par questionnaire auprès d'un échantillon de votants permettant d'établir le profil de l'électorat des différents partis (professions, âge, sexe, diplôme etc.), 3. des enquêtes par entretiens et *focus group* qui favorisent une prise en compte de la dimension collective du vote et sa spécificité territoriale.



Les premiers résultats de l'analyse et les perspectives du projet ont été présentés au cours de deux séminaires, organisés à Tunis en mars et juillet 2012, et réunissant des chercheurs, des experts et des acteurs institutionnels et de la société civile.

Les fondements socio-territoriaux de la géographie électorale de la Tunisie

L'analyse issue du croisement des résultats électoraux et des données socio-économiques à l'échelle des délégations a fait ressortir que les principaux partis tunisiens réalisent en moyenne leurs meilleurs scores dans les zones urbaines côtières plutôt que dans les zones rurales intérieures, indiquant une corrélation significative et positive avec l'indice de développement socio-économique. En revanche, *Al Aridha* (la liste populaire) est le seul grand parti à présenter une corrélation négative avec l'indice de

développement socio-économique, signe d'une implantation plus forte dans les zones intérieures. Ainsi, la géographie électorale issue du vote du 23 octobre s'est structurée autour de deux oppositions. La première est celle entre les grands partis qui réalisent leurs meilleurs scores dans les zones urbaines et développées et le reste du spectre politique, en particulier *Al Aridha*, implantée dans les zones les moins développées. Les résultats électoraux font donc apparaître **une forte opposition centre/périphérie** : les zones métropolitaines votent pour les grands partis dominants, alors que les zones périphériques et peu développées ont participé nettement moins au scrutin, et réfutent tant les partis « modernistes » que le grand parti islamiste, du moins en termes relatifs.

La seconde opposition territoriale se situe entre les partis « modernistes » et *Ennahdha*. Alors que les partis « modernistes » obtiennent, en termes relatifs, leurs meilleurs scores dans les délégations aisées, *Ennahdha* est implanté dans des quartiers plus populaires, où il rencontre la concurrence de *Al Aridha*. Cette seconde opposition semble donc recouvrir **une opposition sociale profonde entre classes dominantes et classes populaires**, tant urbaines que rurales. De même, dans les zones intérieures, les partis s'implantent dans des régions différentes en termes relatifs : les partis « modernistes » obtiennent leurs meilleurs scores relatifs dans le Nord-Ouest, mais semblent presque inexistantes dans le Sud où *Ennahdha* apparaît presque hégémonique.

Enfin, l'analyse fait ressortir que **les grands partis « modernistes » (*Ettakatol*, *PDM*, *PDP*, *Afek*) présentent une certaine homogénéité géographique** à la fois parce que leurs meilleurs scores sont obtenus dans les grandes villes côtières mais aussi, pour une part, dans les mêmes quartiers au sein de celles-ci. Cela confirme l'importante dispersion des voix du pôle « moderniste » au sein duquel la convergence idéologique se traduit par une forte concurrence pour capter une base électorale socio-géographique commune.

Au-delà des grands partis, il est aussi important de noter que de nombreux autres partis, bien que faibles à l'échelle nationale, montrent une forte implantation à l'échelle locale. Ainsi, s'il semble se dégager **une très forte « territorialité » des comportements électoraux**, celle-ci n'est pas réductible aux

caractéristiques objectives socio-démographiques des territoires. D'où la nécessité de donner un contenu à cette dimension territoriale du vote.

L'approche localisée des processus électoraux

C'est ce à quoi s'attache la deuxième phase de la recherche dont l'objectif est, d'une part de cerner les bases sociales des différents partis et leurs logiques d'implantation, d'autre part de comprendre les processus sociaux locaux qui influencent les comportements électoraux.

Dans un premier temps, des enquêtes-test par questionnaire individuel ont été réalisées auprès d'un échantillon réduit d'électeurs dans différents quartiers urbains et villages ruraux (à Tunis, Jendouba, Sfax et Zaghouan). Leur analyse a permis d'observer : 1. **un vote socialement différencié dans l'agglomération de Tunis**, où le vote Ennahdha est plutôt cantonné aux classes populaires et où le vote en faveur des partis « modernistes » découle d'une volonté d'exprimer des convictions personnelles, en rupture avec l'ancien régime, ainsi que de l'adhésion aux valeurs des droits de l'homme et des libertés individuelles, 2. **un vote local très homogène**, aussi bien dans les quartiers urbains défavorisés qu'en zone rurale, où le vote Ennahdha, pratiquement hégémonique, est un acte d'adhésion collective à un parti considéré comme le parti de Dieu, comme le parti des exclus et des opprimés, tirant sa légitimité de son histoire ancienne d'opposant à l'ancien régime, des sacrifices consentis par ses militants et de sa proximité avec « les gens du peuple ». De manière plus générale, le vote Ennahdha est apparu très discriminant d'un point de vue socio-territorial (lieu de résidence et catégorie sociale). De cette étude préliminaire des localismes électoraux l'équipe de recherche a dégagé trois hypothèses de travail : **L'homogénéité locale du vote** en milieu rural et les logiques collectives qui le guident ; **le rôle du système de notabilité** à l'échelle locale et de l'encadrement social et politique dans l'orientation des comportements électoraux ; et enfin **la différenciation du vote urbain** en fonction du milieu social et du lieu de résidence.

Afin de vérifier ces hypothèses de travail, les enquêtes par questionnaire ont été étendues à **un échantillon de 600 électeurs**, sélectionnés à l'échelle des centres de votes et dans divers quartiers ou villages en zone urbaine, péri-urbaine et rurale¹. Destinées avant tout à éclairer les logiques collectives du vote au niveau local, les données d'enquêtes ont été

rassemblées dans une base commune permettant un traitement statistique global et une approche comparative entre terrains étudiés. Bien que non représentative de l'ensemble des votants, la base permet tout de même de souligner **quelques déterminants socio-démographiques puissants de la participation et du choix électoral**, en particulier l'impact du sexe et du diplôme sur les comportements électoraux. Il ressort tout d'abord que la participation est fortement déterminée par le sexe (les femmes participent moins) et le niveau socio-économique : plus le diplôme ou la profession sont élevés, plus on participe. Par ailleurs, les jeunes de notre échantillon ont moins participé mais ce résultat est moins stable et significatif. En ce qui concerne l'orientation vote, il apparaît que le vote *Ennahdha* est lié à la fois au sexe et au niveau de diplôme, avec une probabilité de vote plus élevée pour les femmes et les personnes ayant un

d'électeurs et d'acteurs politiques et de la société civile, sélectionnés également à l'échelle des quartiers urbains et des localités rurales. Cette approche vise à mieux cerner la dimension collective du vote et sa spécificité territoriale, ainsi que les raisons de l'abstention, particulièrement importante lors du dernier scrutin. Il s'agit plus précisément de cerner les processus sociaux (localisés) qui contribuent à la production d'un vote « conforme » dans un espace donné. L'objectif est enfin de mieux comprendre le vote des jeunes et des femmes et de vérifier les hypothèses suivantes : les femmes s'abstiennent plus et votent moins pour les partis conservateurs ; les jeunes ont tendance à voter comme leurs parents et le groupe familial ou de voisinage. L'approche qualitative par entretiens individuels et collectifs vise également à mieux cerner les spécificités du contexte socio-politique local, d'affiner la



© tn.undp.org.

diplôme (ou une profession) de faible niveau. Par contre, pour le vote « moderniste », seul le niveau de diplôme apparaît significatif : plus il est élevé, plus le vote « moderniste » est élevé. L'interprétation de ses résultats exige une grande prudence étant donné que les différents partis regroupés sous l'étiquette « modernistes » peuvent en réalité avoir des bases électorales relativement différentes. Ils semblent néanmoins avoir en commun une plus forte implantation au sein des votants à statut social plus élevé. Ces premières conclusions devront être confirmées par des études plus poussées et systématiques mais constituent un complément utile à l'analyse de la géographie électorale et aux analyses plus qualitatives des différents observatoires.

Le deuxième volet de l'approche localisée des comportements électoraux repose sur une approche qualitative au moyen d'entretiens individuels et collectifs auprès d'un échantillon réduit

connaissance des réseaux d'encadrement social et politique et de mieux comprendre la stratégie d'implantation des acteurs politiques (partis, listes indépendantes) et des acteurs de la société civile (modes d'action, campagne électorale, difficultés rencontrées, leçons tirées).

Ces entretiens sont en cours de réalisation par les différentes équipes associées au projet (Université de la Manouba, Université de Sfax, IRMC, Observatoire de la transition démocratique). L'ensemble des résultats issus des différentes phases du projet seront présentés au cours d'un colloque international prévu à Tunis le 23 et 24 novembre 2012 auquel seront conviés des chercheurs, des experts en analyse électorale et des représentants de la société civile.

Alia Gana et
Gilles Van Hamme